

## Les groupes islamistes radicaux en Asie du Sud-Est - Panoramas institutionnels, réseaux d'affiliation et références idéologiques

Gabriel Facal

Chercheur associé, Centre Asie du Sud-Est (EHESS/  
CNRS)

Note d'actualité n°10/16 de l'Observatoire de l'Asie du Sud-Est, cycle 2018-2019  
Juillet 2018

*En Asie du Sud-Est, l'intensification contemporaine de la circulation des personnes, des idées et des biens a conduit nombre de groupes islamistes radicaux violents à entreprendre des collaborations interrégionales. Ces groupes concernent une partie infime de la population musulmane tout en n'étant pas complètement isolés de la communauté des croyants et révélant même parfois des porosités importantes entretenues avec l'oumma, que ce soit au niveau des idées, des valeurs ou des modes d'engagement. Pour mieux comprendre les facteurs limitant ou favorisant le radicalisme islamiste on abordera les groupes radicaux dans le cadre de l'histoire des violences politiques régionales, tout en prenant en compte les déterminants sociopolitiques actuels de leur développement.*

**Introduction: La montée des radicalismes à un moment géopolitique charnière**

**Définition des termes et objectifs de l'étude**

**Facteurs sociopolitiques favorisant le développement de la radicalisation**

**Discours et rhétoriques des groupes radicaux**

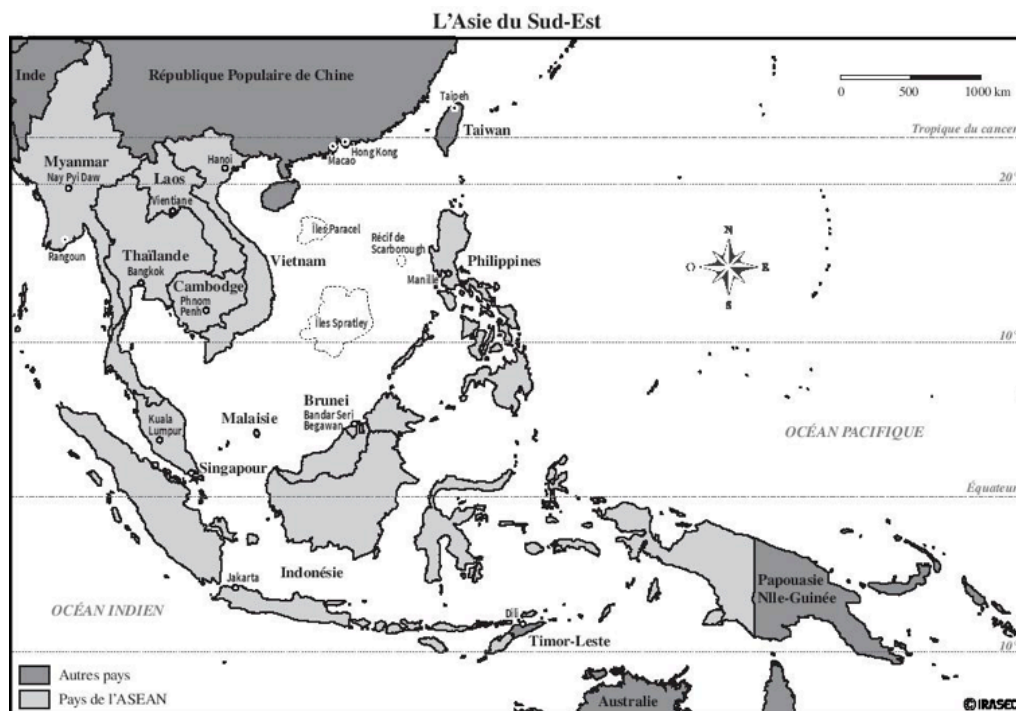
**Sud des Philippines : pluralité des séparatismes et groupes jihadistes aux connexions transnationales**

**Indonésie : un radicalisme d'intensité médiane dans un contexte politique sous tension**

**Malaisie : perméabilités territoriales, circulations jihadistes et affermissement du conservatisme  
gouvernemental**

**Sud de la Thaïlande : des groupes séparatistes essentiellement régionaux**

**Conclusion**



Source; IRASEC



### Introduction: La montée des radicalismes à un moment géopolitique charnière

L'Asie du Sud-Est est dans une période charnière au niveau géopolitique, avec des évolutions vers des formes de gouvernement autoritaires (aux Philippines et en Malaisie), la montée du radicalisme religieux (en Birmanie) et une crispation autour de référents aussi bien nationalistes que religieux (en Indonésie). Combinées à l'actualité internationale - affaiblissement de l'organisation État islamique -, ces dynamiques régionales confèrent à la question du radicalisme islamiste une place importante dans les processus sociopolitiques, notamment sur deux plans : au niveau de la diffusion des idées radicales au sein de la société et des institutions de l'État, et au niveau des actions violentes menées par une grande variété de groupes extrémistes. Cette note visera à faire état de l'actualité de ces développements en spécifiant à chaque fois leurs modalités locales, c'est-à-dire en prenant en compte les contextes historiques régionaux et en mettant en perspective la position particulière des groupes radicaux au sein de leurs sociétés d'inclusion.



### Définition des termes et objectifs de l'étude

Cette étude a pour objectif de faire état du développement actuel des groupes islamistes radicaux en Asie du Sud-Est.

- Le terme de « groupe » englobe ici aussi bien des réseaux lâches, tels les nébuleuses et les mouvements, que des réseaux plus structurés, comme les organisations et les partis.
- Concernant l'islamisme, il n'en existe qu'une définition flottante, désignant la volonté de diffusion des normes religieuses aux règles qui encadrent les rapports politiques et sociaux.
- Quant au qualificatif de « radical », il désigne les groupes islamistes ayant un projet politique en marge du système légal, par le biais de modes opératoires violents ou non.

En Asie du Sud-Est (environ 685 millions d'habitants et 255 millions de musulmans), ces groupes concernent une partie infime de la population musulmane. Ils sont situés dans ses « marges extrêmes »<sup>1</sup>, tout en n'étant pas complètement isolés de la communauté des croyants (l'oumma) et révélant même parfois des porosités importantes entretenues avec elle, que ce soit au niveau des idées, des valeurs ou des modes d'engagement. Afin de spécifier la dimension spatiale de leurs réseaux, ces groupes peuvent être classés en trois catégories : local/régional ; national/interrégional ; international/transnational. On gardera à l'esprit qu'ils peuvent combiner différentes échelles de façon transversale à ces catégories, par exemple en conjuguant des objectifs politiques régionalistes, un déploiement interrégional et une idéologie d'envergure transnationale.

1 - Feillard, Andrée et Madinier, Rémy, *La fin de l'innocence ? L'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours*, Paris-Bangkok, Les Indes Savantes-Irasec, 2006 : 12.

On abordera ici essentiellement les groupes les plus actifs actuellement, en termes de militance et/ou d'activisme. Cette approche conduit à embrasser des structures qui se distinguent entre elles selon un large éventail d'engagements politiques et de méthodes d'action. Les idéaux, objectifs (locaux, régionaux, globaux), cibles et modes d'action de ces groupes doivent être replacés dans le cadre de l'histoire des violences politiques au sein de la région et en prenant en compte les déterminants sociopolitiques de leur développement. C'est pour cette raison que l'on adoptera une approche à partir des régions de développement (une approche par le bas) plutôt qu'à partir des types de groupes<sup>2</sup>. Les groupes se recomposent très rapidement par le biais de fissions et de fusions et il est pour cela intéressant d'actualiser régulièrement nos données sur ce thème, à plus forte raison dans le cadre des dynamiques globales actuelles. Pour atteindre cet objectif, on mobilisera la littérature existante, incluant les notes et dossiers récents sur le phénomène. Cette note mettra également à profit les enquêtes menées par l'auteur sur le sujet en 2016-2017, essentiellement en Indonésie, à partir d'entretiens avec des acteurs de l'islam radical, de la lutte contre la radicalisation et des scientifiques spécialisés sur le sujet.

On abordera essentiellement les régions dans lesquelles ont été recensés la plupart des incidents au cours des dernières années et dans lesquelles la diffusion de la radicalisation des idées islamistes est la plus sensible : l'Indonésie, la Malaisie, le sud de la Thaïlande et le sud des Philippines. Signalons toutefois l'impact régional de la violence politico-religieuse qui a cours dans d'autres pays, comme en Birmanie. À la frontière entre l'Asie du Sud et du Sud-Est, les violences antimusulmanes qui y ont cours risquent de radicaliser la minorité visée par le pouvoir central. Malgré l'activisme violent d'une minorité de jeunes au sein d'une population culturellement pacifiste, et en dépit de nombreuses déclarations d'allégeance ou de sympathie, il n'y a pas pour l'instant d'éléments indiquant l'existence de factions structurées soutenant l'organisation Etat Islamique (EI) ou Al Qaeda. On soulignera néanmoins les répercussions importantes du conflit au Bangladesh (notamment par le biais de l'Organisation pour la solidarité Rohingya, l'OSR), en Indonésie (tentative d'attentat contre l'ambassade de Birmanie) et en Malaisie (menaces d'assassinats transmises à la police), avec des appels à la violence contre les bouddhistes birmans de passage sur le territoire et l'exhortation à rejoindre la route du jihad vers Rakhine.

Comme le montrent les difficultés pour les pays membres de l'ASEAN de mettre en place des politiques de sécurité communes<sup>3</sup>, dans chacune des régions d'Asie du Sud-Est les facteurs de développement de la radicalisation sont très divers et appellent à un examen des déterminants sociopolitiques locaux.

2 - Approche adoptée par Philippe Migaux et qui nous semble mieux étayée dans le cadre d'un ouvrage, ainsi qu'il l'a concrétisé dans *L'islamisme combattant en Asie du Sud-Est*, Paris, Editions lignes de repères, IRASEC, 2007.

3 - Éric Frécon, « Problématique du terrorisme islamiste en Asie du Sud-Est », DGRIS, Etude prospective et stratégique, janvier 2017 : 30.

## Facteurs sociopolitiques favorisant le développement de la radicalisation

Dans une étude présentée à Asia Centre en 2010<sup>4</sup>, Delphine Allès note que parmi les facteurs favorisant le développement des groupes radicaux, on compte :

- la faiblesse des États en termes politiques (absence d'autorité centrale en mesure d'assurer à titre exclusif l'exercice de la violence légitime ; difficulté à satisfaire les besoins fondamentaux des populations) et économiques (généralisation de la corruption ; développement de la criminalité organisée ; insécurité des modes de circulation, des droits de propriété). Mais on pourrait également ajouter la captation des ressources d'États forts par des agents politiques permissifs, voire favorables, aux groupes radicaux. C'est le cas dans l'Indonésie décentralisée, avec les phénomènes d'hypercentralisation au niveau des régions. Cette dynamique favorise l'épanouissement de réseaux clientélistes et de pratiques de corruption et elle reporte au niveau régional les politiques de gestion du radicalisme religieux.
- une faible maîtrise des territoires, liée aux spécificités géographiques (zones de forêts denses et morphologie archipélagique) et à des porosités aux frontières.
- des systèmes d'immigration très ouverts ou aisément contournables, comme l'indique l'aspect transrégional des filières jihadistes.
- la circulation d'un grand nombre d'armes légères, avec notamment la « fuite » d'une partie de l'armement de l'armée en Indonésie.
- l'émergence d'organisations se substituant aux États pour la fourniture de services sociaux, ainsi que pour la construction d'infrastructures religieuses, éducatives et sanitaires.
- une prise en considération tardive du risque terroriste par certains États, comme l'Indonésie, dont les services de sécurité et les forces armées manquent de formation et de synergie au niveau international.
- On pourrait ajouter à ces facteurs les rivalités politiques au sein des États, lesquelles favorisent une gestion inégale et partielle de la radicalisation, voire parfois l'instrumentalisation de groupes radicaux considérés comme des ressources politiques. Toutefois, cette instrumentalisation ne va jamais sans contrepartie, selon les objectifs propres des groupes impliqués.

4 - Les deux chapitres qui suivent s'appuient en grande partie sur une synthèse du travail de Delphine Allès : « Menace et lutte anti-terroriste en Asie du Sud-Est : état des lieux et perspectives », *Asia Centre conference series*, Sciences Po, avril 2010.

## Discours et rhétoriques des groupes radicaux

Les groupes radicaux sud-est asiatiques ont des objectifs très variés (séparatistes ou révolutionnaires ; ambitions locales, régionales ou mondiales) et des cibles diverses (locales ou occidentales, civiles ou politiques, policières, militaires). Parmi les groupes séparatistes à fondement ethno-confessionnel, on distingue ceux qui ont endossé la rhétorique jihadiste (ex. le Maute Group et l'Abu Sayyaf Group au Mindanao, aux Philippines) de ceux qui marquent leur indépendance à l'égard du jihad global et restent à l'écart de réseaux terroristes internationaux (en particulier le Mouvement pour un Aceh libre [GAM] acehnais et les mouvements sud-thaïlandais).

Selon Allès<sup>5</sup>, par contraste avec l'hétérogénéité des motivations des groupes, on assiste à une forme de convergence rhétorique, sur les thèmes d'un islamisme et d'un anti-occidentalisme fédérateurs. Cette convergence est liée à plusieurs facteurs conjugués, comme les expériences militantes partagées (par exemple avec le cas des vétérans de la guerre d'Afghanistan, et plus récemment avec les luttes en Syrie et en Irak, ainsi que les affrontements à Marawi), où des groupes aux idées et objectifs distincts identifient des ennemis et des causes générales communes. Ces dernières permettent d'ailleurs de mobiliser les opinions publiques, au sein de la communauté musulmane et de la société civile. L'islam fournit notamment une rhétorique mobilisatrice qui suscite l'intérêt de potentiels soutiens locaux, régionaux et mondiaux et contribue à tisser des réseaux de solidarité entre différents groupes dans la région et au-delà. La globalisation des rhétoriques et des soutiens débouche sur le partage des idéologies, agendas et pratiques. Au sein d'une minorité de groupes, ces dynamiques ont contribué à la diffusion des idées antioccidentales et à alimenter une rhétorique du choc des civilisations, ainsi qu'à propager l'usage de violences à l'égard de populations civiles, par opposition aux groupes séparatistes traditionnels qui visent prioritairement des cibles liées aux autorités nationales.

En retour, le regard porté sur les groupes radicaux, notamment les généralisations opérées par des analyses publiées dans le sillage d'une « guerre contre le terrorisme » qui amalgame parfois des mouvements islamistes hétérogènes, contribue à unifier les discours et référents de ces derniers, ainsi que les motivations des militants. Il existe ainsi un effet d'auto-entraînement contribuant à l'évolution de l'idéologie des mouvements et de leurs objectifs fondamentaux. Le glissement idéologique se retrouve par ailleurs sur le terrain opérationnel, comme l'illustre la banalisation de la pratique des attentats-suicides par la Jemaah Islamiyah (JI) et de petits groupes ayant déclaré leur soutien à l'EI. Ce phénomène d'effet-retour est particulièrement aigu aux Philippines, où le discours et les catégorisations établis par les autorités se heurtent à une réalité sociopolitique et religieuse complexe.

5 - *Op. cit.*, 2010 : 1.

## Sud des Philippines : pluralité des séparatismes et groupes jihadistes aux connexions transnationales

Aux Philippines, les 5 millions de musulmans comptent pour 5% de la population (à majorité catholique), surtout présents au sud du pays, au Mindanao et à Sulu. Entre les années 1900 et 1990 la population musulmane de Mindanao est passée de 76% à 20%, phénomène qui dans les années 1950-1960 a favorisé l'émergence de mouvements séparatistes visant à créer une république islamique dans cette région, dite Bangsamoro<sup>6</sup>. Ces mouvements coexistent avec un ensemble d'organisations islamiques, suivant une palette très large allant du quietisme au militantisme politique.

La situation s'est encore complexifiée avec l'intervention d'acteurs transnationaux aussi bien étatiques que non-étatiques qui, sur une base idéologique, ont encouragé les Moros dans leur lutte. La première catégorie compte la Malaisie, la Libye, l'Arabie saoudite, l'Égypte et l'Iran, qui ont tous participé de façon plus ou moins directe au financement, l'armement et l'entraînement de divers groupes séparatistes philippins dès la fin de la Seconde guerre mondiale et plus encore à la fin des années 1960<sup>7</sup>. Ces soutiens se sont aussi manifestés par des sanctions économiques envers l'État philippin jugé opprimant envers les musulmans : la Libye a exercé des pressions à cet effet par le biais de l'Organisation de la Coopération islamique (OIC) en 1972, et d'autres pays ont provisoirement stoppé l'approvisionnement du pays en pétrole (Iran à la fin des années 1970 et Arabie saoudite en 1980)<sup>8</sup>. Ces dynamiques ont sans doute influencé le développement des fronts historiques : celui du Front national de libération Moro (MNLF), ainsi que celui du Front islamique de libération Moro (MILF), créé suite à la sécession de plusieurs membres du MNLF dans les années 1970. Principal interlocuteur du gouvernement au Mindanao, le MILF revendique la création d'un Bangsamoro autonome, dont le gouvernement serait libre d'appliquer la charia, dans le respect du cadre constitutionnel philippin.

Parmi les principaux groupes issus de scissions avec le MILF, on compte le groupe djihadiste Abu Sayyaf, fondé en 1991 par Abdurajak Janjalani, lequel avait été influencé par le wahhabisme après son passage en Afghanistan à la fin des années 1980. Son objectif initial était de combiner l'idéologie salafite jihadiste avec le projet séparatiste philippin impulsé auparavant par le MNLF. La dimension idéologique de l'organisation semble toutefois concurrencée par les

6 - Pour aller plus loin dans l'exploration des facteurs ayant conduit à la formation d'une conscience identitaire ethno-religieuse parmi les Philippines musulmans, cf. Thomas McKenna, *Muslim Rulers and Rebels: Everyday Politics and Armed Separatism in the Southern Philippines*, Berkeley, University of California Press, 1998 ; François-Xavier Bonnet, *Mindanao : Séparatisme, autonomie et vendetta*, Bangkok, Irasec, 2011.

7 - Wan Kadir bin Che Man, *Muslim Separatism: The Moros of Southern Philippines and the Malays of Southern Thailand*, Manille, Ateneo de Manila Press, 1990 : 468.

8 - Rommel Banlaoi, "Transnational Islam in the Philippines", in Peter Mandaville et al., 2009, *op. cit.* : 174.

objectifs d'enrichissement personnel de ses dirigeants – à cet effet, en plus des assassinats perpétrés sous label religieux et des attaques à la bombe, le groupe procède à des enlèvements pour des rançons, dans la lignée d'un grand banditisme aux racines historiques profondes<sup>9</sup>. Le groupe est aujourd'hui éclaté en plusieurs factions.

Au niveau idéologique, les influences moyen-orientales sont très hétérogènes au sein des groupes séparatistes philippins. L'Arabie saoudite a conduit de nombreux projets de construction de mosquées et madrasas, via la Ligue islamique mondiale (LIM) et le Comité permanent des recherches scientifiques et de la délivrance des fatwas (Dar Al-Ifta)<sup>10</sup>. L'influence iranienne s'est particulièrement manifestée par le projet d'Abdurajak Janjalani de créer un État du sud philippin (le Bangsamoro) sur le modèle de l'État iranien. Toutefois, le projet de Janjalani n'a pas été repris par les supporters du Bangsamoro et la Bangsamoro organic law, adoptée par le Congrès en 2018, prévoit un gouvernement éloigné du modèle iranien. Hashim Salamat, le fondateur du Front Moro de libération islamique (MILF), s'est quant à lui profondément inspiré de la philosophie révolutionnaire des frères musulmans égyptiens (suivant le modèle de Sayyid Qutb, antioccidental et militant pour un islam intégral), au cours de ses études à l'université Al-Azhar.

D'autres canaux de diffusion de l'islamisme transnational concernent un ensemble d'acteurs non-étatiques, comprenant les groupes missionnaires, les ONG et les institutions caritatives. La restauration de la démocratie en 1986 a permis aux missionnaires de développer leurs activités de prédication, ce dont a profité la Jama'at al-tabligh (JT)<sup>11</sup>, la plus grande organisation islamique nationale avec 11 000 à 20 000 membres revendiqués. Elle est très hétérogène, avec des groupes aussi bien fondamentalistes que modernistes, traditionalistes ou sécularistes. Néanmoins, toutes les mouvances qui la composent ont en commun de promouvoir un islam plus orthodoxe. La JT a formé deux partis politiques, le Ompia et le Sabab, lesquels ont participé à des élections locales et régionales au sud du pays<sup>12</sup>. Des membres clés du mouvement ont constitué le noyau du groupe Abu Sayyaf, ce qui a conduit les autorités philippines à l'accuser de former une couverture pour les activités de propagation des idées des musulmans extrémistes – accusations formellement démenties par la JT. Les rapports de force entre ces ONG et les autorités philippines se manifestent par l'obligation pour les ONG islamiques de s'inscrire au registre de l'organe gouvernemental de régulation économique, la Commission de sécurité et d'échange (SEC), et surtout par la difficulté rencontrée par les autorités de distinguer entre islam transnational et terrorisme transnational.

Les spécificités culturelles locales et l'hétérogénéité ethnolinguistique au Mindanao, les positionnements

9 - Thomas Koruth Samuel, *Radicalization in Southeast Asia: a selected case study of Daesh in Indonesia, Malaysia and the Philippines*, Kuala Lumpur, SEARCC, 2016 : 86.

10 - *Idem* : 177.

11 - *Ibid.* : 178.

12 - Angel M. Rabasa, "Southeast Asia: Moderate Tradition and Radical Challenge, in Rabasa et al., *The Muslim World After 9/11* : 380.

contrastés des 60 à 80 clans familiaux situés sur Basilan et Sulu, ainsi que dans certaines parties de Zamboanga, semblent constituer des barrières à l'idéologie spécifique du salafisme-jihadisme<sup>13</sup>. Toutefois, la fluidité des itinéraires personnels, la labilité des appartenances des membres au sein des groupes et les contingences poussent les groupes à développer des affinités réelles et/ou stratégiques avec le jihadisme transnational, en l'occurrence celui promu par l'État Islamique. Quatre groupes de la région auraient ainsi établis des liens entre eux et avec des homologues indonésiens et malaisiens, sous la forme d'une allégeance commune à l'EI. Il s'agit :

- de la faction d'Abu Sayyaf à Basilan ;
- de l'Ansarul Khilafa des Philippines (AKP) ;
- du groupe Maute dans la région de Lanao del Sur – groupe qui n'est pas relié à la lutte historique pour l'auto-détermination, mais à des groupes criminels actifs dans les alentours de Lanao ;
- des Bangsamoro Islamic Freedom Fighters (BIFF) – une faction sécessionniste du MILF qui a émergé dans les années 2000.

Dans ce contexte, la circulation d'armes, d'instructeurs et de personnes en direction des camps, déjà existante avec la JI, se trouvent intensifiés et renouvelés.

On voit dans ce contexte qu'il s'agit de ne pas prendre les déclarations d'allégeances et les proximités idéologiques des groupes radicaux pour argent comptant et qu'il faut plutôt s'efforcer de porter un regard combinant une approche historique du radicalisme et une analyse des stratégies de circonstance développées par les groupes.



### **Indonésie : un radicalisme d'intensité médiane dans un contexte politique sous tension**

En Indonésie (87% de musulmans pour une population de 261 millions d'habitants), l'émergence des groupes islamistes radicaux et la radicalisation des groupes musulmans ont trois causes historiques :

- la répression de l'islam politique à partir de la fin des années 1950, puis son repli ;
- l'ouverture aux courants de pensée radicaux du Moyen-Orient au début des années 1970 ;
- et l'instrumentalisation de cet islam exclusionnaire par le régime du général Suharto à la fin des années 1980<sup>14</sup>.

Après la chute de ce régime, un petit nombre de groupes radicaux a acquis une influence surdimensionnée. Le Laskar Jihad, fondé en 2000, fut l'un des plus influencés par le wahhabisme et son dirigeant, Jafar Umar Thalib,

13 - Frécon, 2017, *op. cit.* : 10 (citation des propos de François-Xavier Bonnet).

14 - Rémy Madinier, « L'État indonésien face à l'extrémisme religieux : gestion de la violence et de l'intolérance », *Note pour la Délégation aux Affaires stratégiques*, Paris, ministère de la Défense, septembre 2011 : 10.

aurait étudié directement avec Ibn Baz – après avoir été attiré un temps par les Frères musulmans<sup>15</sup>. Le groupe fut toléré durant plusieurs années par le gouvernement car il conservait une position quiétiste, mais en un laps de temps très court ses membres s'engagèrent dans les activités violentes, notamment à Célèbes (ou Sulawesi). L'importance de la rhétorique religieuse transparait dans la qualification que les groupes font de conflits dont les racines sont d'ordres multiples (politiques, économiques, sociaux et territoriaux) mais qui sont réinterprétés en termes interconfessionnels<sup>16</sup>. L'élément idéologique ressort également dans le cadre des processus de scissions et fusions, comme l'a illustré l'émanation du groupe salafiste-jihadiste de la Jemaah Islamiyah, la Jama'ah Ansharut Tauhid. Lorsque son dirigeant, Abu Bakar Ba'asyir, a prêté allégeance à l'organisation État islamique en août 2014, plusieurs de ses partisans l'ont quitté pour créer un groupe autonome, le Jamaah Anshorus Syariah.

La porosité entre les groupes et l'intense circulation des membres sont déterminées par plusieurs facteurs. L'ascendance est un puissant levier d'appartenance, comme le montre le noyau dur jihadiste qu'ont formé les descendants yéménites de la diaspora hadramaoute, Jafar Umar Thalib et Ba'asyir – mais l'on pourrait aussi citer Rizieq Syihab, le fondateur du Front des défenseurs de l'islam (FPI), organisation qui se positionne comme police des mœurs tout en jouant un rôle trouble au sein de l'activisme jihadiste indonésien. La formation religieuse et activiste au Moyen-Orient constitue également une expérience fondatrice pour les jihadistes. À partir des années 2000, les islamistes sud-est asiatiques qui, à travers des itinéraires très variés, avaient étudié en Arabie saoudite, en Égypte ou au Yémen et dont certains avaient rejoint le jihad afghan, revinrent dans la région, forts d'une aura religieuse et d'un savoir militaire propice à l'action. C'est ce parcours qu'ont suivi Hambali et Amrozi, deux des membres de la Jemaah Islamiyah responsables de l'attentat de Bali en 2002<sup>17</sup>.

Les références aux Frères musulmans et au wahhabisme, et les différentes affiliations des groupes – réelles ou imaginées – à Al Qaeda, Al Nosra et l'EI, sont parfois mises en avant par les groupes jihadistes pour accroître leur prestige. Elles peuvent aussi être mises en exergue par les gouvernements sud-est asiatiques afin de renforcer leur légitimité sur la scène internationale en tant qu'acteurs de l'antiterrorisme mondial<sup>18</sup>, ainsi que pour justifier le contrôle des institutions religieuses. Cependant, si l'islam transnational se développe effectivement dans le monde malais, la dimension transnationale du jihadisme n'est pas une constante. Madinier a ainsi montré que le projet d'État islamique nousantarien (Daulah Islamiyah Nusantara) imputé à la JI

15 - Martin van Bruinessen, "Wahhabi influences in Indonesia, real and imagined", Résumé d'une communication présentée à la Journée d'Études du CEIFR (EHESS-CNRS) et MSH sur le Wahhabisme, École des Hautes Études en Sciences Sociales/Maison des Sciences de l'Homme, Paris, 10 juin 2002.

16 - Anne Radigue, « La lutte contre le terrorisme en Asie du Sud-Est : quelles leçons pour la France ? », *Asia focus* #21, IRIS, mars 2017 : 2.

17 - Rémy Madinier, « Asie du Sud-Est : les chimères de l'islam radical », *Outre-Terre*, vol. 6, no 1, 2004 : 109-114.

18 - Allès, *op. cit.*, 2010 : 10-11.

relève probablement d'une chimère<sup>19</sup>. Cet imaginaire est toutefois alimenté de façon continue, comme l'illustre la création en 2014 de l'Unité pour l'État islamique en Irak et en Syrie (Katibah Nusantara Lid Daulah Islamiyah), laquelle rassemblait en 2016 environ 700 combattants.

Le retour actuel d'un nombre significatif de militants et combattants indonésiens depuis le Moyen-Orient ne peut pour l'instant être interprété comme lié à la planification de missions attirées<sup>20</sup>, mais il doit plutôt être mis en rapport avec les procédures de refoulement aux frontières, les désillusions sur le terrain quant à la promesse de Califat, ainsi que les défaites militaires de l'EI. Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, les autorités doivent être très précautionneuses concernant le traitement de ces mouvements de retour ; elles doivent relever des défis immenses pour :

- traiter la radicalisation au sein des prisons indonésiennes<sup>21</sup> ;
- mieux comprendre le rôle des rapports interpersonnels (le rôle des mères et des épouses, l'importance des rapports intergénérationnels et le poids des lignées militantes) au sein des groupes jihadistes et ;
- poursuivre les politiques qu'elles ont mises en œuvre tardivement pour mieux contrôler l'activisme violent en ligne<sup>22</sup>.

Un second axe de radicalisation, plus profond et plus insidieux, se trame à l'interface de la société et de l'État, au cœur des milices civiles islamistes (ayant un statut officiel, celui d'Organisations communautaires, Ormas), en lien à l'institution semi-officielle conservatrice du Conseil des oulémas (MUI) et des deux grandes organisations musulmanes majoritaires (la Muhammadiyah réformiste et la Nahdlatul Ulama, traditionaliste), lesquelles témoignent de la diffusion d'une acception littéraliste de l'islam. Ces instances sont le fer de lance de l'univers islamique politisé et activiste, qui compte des dizaines d'organisations, partis, groupes de prédication (notamment dans les institutions éducatives). L'instrumentalisation de ces instances sur fond de rivalités politiques et les manœuvres de rapprochement récentes entreprises par l'armée et plusieurs groupes d'arts martiaux de type paramilitaire<sup>23</sup> indiquent que des mouvements profonds sont mis en branle dans le cadre de la campagne électorale à venir pour les prochaines élections présidentielles de 2019. La montée actuelle des radicalismes (religieux, régionalistes et nationalistes) doit être interprétée dans le cadre de cette conjoncture politique sans pour autant sous-estimer les effets potentiels qu'elle peut avoir sur la diffusion durable des idées et pratiques extrémistes. Comme le signale l'IPAC sur la page d'accueil de son site, l'analyse des formes jihadistes de l'extrémisme

19 - Rémy Madinier, « L'Asie du Sud-Est musulmane produit d'un imaginaire afghan ? Le Daulah Islamiyah Nusantara à l'épreuve des sciences sociales », in Aminah Mohammad-Arif et Jean Schmitz (dir.), *Figures d'Islam après le 11 septembre : disciples, martyrs, réfugiés et migrants*, Paris, Karthala : 123-149.

20 - Éric Frécon, 2017, *op. cit.* : 8.

21 - IPAC, "Prison problems: Planned and Unplanned Releases of Convicted Extremists in Indonesia", *IPAC Report* n° 2, 2 septembre 2013.

22 - IPAC, "Online activism and social media usage among Indonesian extremists", *IPAC Report* n° 24, 30 octobre 2015.

23 - Enquêtes personnels 2016-2018 à Jakarta, Bandung et Serang.

et celle des modes de radicalisation que l'on pourrait qualifier de « transversaux », ne doivent pas être déconnectées l'une de l'autre<sup>24</sup>.



### **Malaisie : perméabilités territoriales, circulations jihadistes et affermissement du conservatisme gouvernemental**

Les organisations islamiques majoritaires de la Fédération de Malaisie ont pour inspiration première leur référence doctrinaire aux Frères musulmans (Ikhwān al-Muslimīn) et à l'organisation pakistanaise Jamaati-i-Islami. Elles ont cependant pu servir de relais à l'influence d'organisations issues des pays du Golfe, pour lesquels la Malaisie est un partenaire de premier plan. La Malaisie est probablement le pays le plus puritain d'Asie du Sud-Est<sup>25</sup> et le salafisme occupe une place considérable dans le panorama politique, plusieurs de ses partisans ayant des fonctions politiques, agissant au sein des partis politiques, y compris dans le comité central du parti au pouvoir depuis l'indépendance de 1957, l'Organisation nationale unifiée malaise (UMNO)<sup>26</sup>. Le parti, dirigé par l'ancien Premier ministre Najib Razak, a essuyé une défaite cuisante lors des élections législatives de mai dernier, au profit de la coalition hétéroclite menée par Mahathir bin Mohamad (un nationaliste malais musulman, premier ministre entre 1981 et 2003) et l'ancien vice-premier ministre de celui-ci, Anwar Ibrahim.

Indépendamment de cette coalition figure le Parti islamique pour toute la Malaisie (PAS). Dans sa phase de formation (à partir de 1951) celui-ci amalgamait les principes idéologiques des Frères musulmans d'Égypte et ceux de la Jamaati-i-Islami pakistanaise avec les doctrines politiques de l'Assemblée consultative musulmane d'Indonésie (Masjumi), une organisation moderniste créée en 1943 avec l'objectif d'introduire la charia comme fondation de l'État. L'idéal du PAS est la création d'un État islamique malaisien, selon des modalités qui ont été redéfinies tout au long de son existence<sup>27</sup>. Son implication au niveau transnational ne s'est précisée qu'à partir de la révolution iranienne en 1979, lorsqu'il a pris position en faveur d'une communauté islamique internationale – définie par le PAS comme une « masse opprimée » (*mustazaffin*) –, en organisant une Conférence internationale de l'unité musulmane (1988) et en critiquant l'OIC pour sa

passivité dans la défense des musulmans<sup>28</sup>. Le parti a connu des succès électoraux dans les provinces du nord, à Terengganu (1999-2004), Kedah (2008-2013) et Kelantan (1990 à aujourd'hui), mais n'a pas consolidé de bases au niveau national.

Dans ce contexte, la création de l'Association des lettrés malaisiens (ILMU, créée en 2010, dont plusieurs des oulémas fondateurs sont membres de l'UMNO) est susceptible de renforcer les visées politiques de l'UMNO, lequel s'efforce de concurrencer le PAS sur le terrain de l'islamisme. L'ILMU participe à véhiculer ses idées salafistes par le biais de cours, séminaires et conférences. Elle est active sur les réseaux sociaux, où elle appelle les musulmans à s'opposer idéologiquement aux autres variantes de l'islam, incluant le soufisme et le chiisme. Elle s'efforce aussi de faire pression sur le parlement afin d'infléchir le droit criminel ; elle est parvenue à influencer la promulgation de lois contre les droits des chiites et des mouvances soufies<sup>29</sup> et elle a de la sorte contribué au durcissement du discours gouvernemental concernant l'application du code pénal islamique.

Malgré la popularité de la rhétorique en faveur du califat anhistorique, l'essentiel de la bureaucratie religieuse nationale est d'orientation traditionaliste, c'est-à-dire qu'elle reconnaît l'autorité des oulémas ayant les compétences pour interpréter les textes classiques islamiques. En outre, la majorité des dirigeants et penseurs islamiques malaisiens ont des objectifs avant tout régionaux. Ces aspirations transparaissent dans le cas de l'« approche malaisienne » (*manhaj Malazi*) invoquée par l'Association malaisienne pour la réforme islamique (JIM), fondée en 1990 pour « adapter les sensibilités et idées de l'islam des Frères musulmans », ou encore dans les positions du Mouvement de la jeunesse musulmane malaisienne (ABIM) pour défendre les droits constitutionnels des Malais musulmans<sup>30</sup>. Autrement dit, les apports doctrinaux extérieurs, qu'ils s'inspirent des Frères musulmans, des penseurs de la révolution iranienne ou de courants venus du sous-continent indien, sont réappropriés par les acteurs malais dans une démarche qui obéit à des déterminants avant tout locaux.

De la même façon, les groupes islamistes radicaux violents, bien qu'ils se développent essentiellement par le biais de connexions transrégionales et qu'ils soient marqués par une forte circulation des membres, ont principalement des visées régionales. La Malaisie, tout comme le Brunei Darussalam<sup>31</sup>, a longtemps servi de refuge à des activistes islamistes condamnés par le régime de Suharto en Indonésie. On relève notamment des liens entre ces activistes et le Kumpulan Mujahideen Malaysia, fondé en 1995 par le vétéran d'Afghanistan

24 - IPAC, « Kerja Kami », <http://www.understandingconflict.org/id/read/index/1/KERJA-KAMI> (Consulté le 15 mars 2018).

25 - « ISIS and Islamic Radicalization in Southeast Asia. An Interview with Mohamed Nawab Mohamed Osman », *Georgetown Journal of Asian Affairs*, 2016 : 165.

26 - Mohamed Nawab Mohamed Osman, « Salafi Ulama in UMNO: Political Convergence or Expediency? », *Contemporary Southeast Asia: A Journal of International & Strategic Studies*, vol. 36, n° 2, 2014 : 206.

27 - Farish A. Noor, *The Malaysian Islamic Party 1951-2013: Islamism in a Mottled Nation*, Amsterdam University Press, 2014 : 224.

28 - Farish A. Noor, « Globalization, Resistance and the Discursive Politics of Terror, Post-September 11 », in Andrew Tan et Kumar Ramakrishna (dir.), *The New Terrorism: Anatomy, Trends and Counter-Strategies*, Singapour, Eastern Universities Press, 2002 : 165-170.

29 - Osman, 2014, *op. cit.* : 224.

30 - Hamid, *op. cit.* : 165.

31 - Concernant le Brunei, mon assertion s'appuie sur des enquêtes personnelles, menées auprès de jihadistes indonésiens qui ont trouvé refuge dans le sultanat dans les années 1990 tout en maintenant leurs positions au sein de leurs groupes militants d'appartenance.

Zainon Ismail, avec pour objectif principal de remplacer le gouvernement malaisien par un régime islamiste – première étape, selon la rhétorique de l'organisation, vers la mise en place d'un califat sur l'ensemble des territoires musulmans de la région. La présence dans le groupe de vétérans d'Afghanistan a semble-t-il renforcé ses liens avec les membres de la JI et, au début des années 2000, du Laskar Jihad indonésien. La taille du groupe serait aujourd'hui limitée à quelques dizaines de militants. Les autorités malaisiennes ont en effet emprisonné plus de 200 de ses membres et estiment le nombre de militants actifs à une cinquantaine, répartis entre les États du Perak, du Kedah, de Selangor, du Terengganu, de Kelantan et de Johore ainsi que le territoire fédéral de Wilayah Persukutuan<sup>32</sup>. Le KMM est par ailleurs accusé d'entretenir des liens étroits avec certaines composantes du mouvement indépendantiste de Patani, au sud de la Thaïlande, notamment l'Organisation unie de libération du Patani (PULO), qu'il contribuerait à aider financièrement et dont il serait l'un des rares contacts étrangers. Cette promiscuité potentielle s'inscrit dans le cadre d'une forte porosité dans les États limitrophes du nord, une large frange de la population de ces régions soutenant les musulmans en rébellion de l'autre côté de la frontière.

À l'autre extrémité du pays, dans la région frontalière de Sabah au nord de Bornéo, on craint un regain d'activité du Darul Islam Sabah. L'organisation a émergé en 1993 après la scission entre le Darul Islam et la JI. Elle s'est alors rapprochée de cette dernière ainsi que du groupe Abu Sayyaf. Plusieurs de ses membres ont pris part à l'insurrection à Marawi en 2017 et elle a contribué à organiser les voyages de jihadistes indonésiens entre l'Archipel et les Philippines. Les filières repérées après les attentats de 2002 ont évolué avec l'éviction de la JI en Malaisie depuis plus d'une décennie, mais les groupes jihadistes restent majoritairement liés à des structures anciennes, tandis que les groupes de support à l'EI sont le fait de petites cellules indépendantes<sup>33</sup>.



### **Sud de la Thaïlande : des groupes séparatistes essentiellement régionaux**

Les 68 millions d'habitants de Thaïlande comptent environ 5% de musulmans. Aux XVI-XVII<sup>ème</sup> siècles, l'islam s'est initialement développé par le biais de réseaux commerçants perses de confession chiite. Il s'est aussi nourri de l'influence de Chinois musulmans du Yunnan (les Haw) qui, au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle, fuirent la persécution de la dynastie Qing vers le nord de la Thaïlande. L'islamisation du sud du territoire, à Patani, s'est opérée quant à elle par le biais des liens entretenus par ce royaume avec les sultanats du nord malaisien, à Kedah, Kelantan et Terengganu.

32 - Allès, 2010, *op. cit.*

33 - Fealy, Greg, "Indonesian and Malaysian Involvement in the Islamic State", Rapport de Management Systems International pour l'Usaid, 6 janvier 2016 : 16.

Les grandes mouvances islamiques du pays comptent notamment l'organisation missionnaire d'Asie du Sud, la Jama'at al-tabligh, très ancrée à Yala et ramifiée dans la région de Bangkok<sup>34</sup>. Elle est apolitique et dirigée par des religieux locaux qui ont suivi des études au Pakistan. Il existe également plusieurs mouvements réformistes qui sont apparus tardivement et sont fragmentés sur le territoire entre les provinces du nord et du sud. L'autre grande mouvance islamique concerne les groupes traditionalistes, localement détenteurs de l'autorité. La domination de ces groupes s'exprime également dans le cadre des mouvements séparatistes du sud du pays. Les mouvements insurrectionnels font essentiellement usage d'un discours ethno-nationaliste, toutefois, depuis 2004 (et avec la hausse très importante des attaques à partir de janvier 2016), les groupes séparatistes font de plus en plus usage de la rhétorique du jihad. Les justifications de la violence ont ainsi pris des nuances religieuses qui étaient peu marquées auparavant<sup>35</sup> et il existe une tendance récente et contenue à l'internationalisation du combat. On note également un tournant stratégique marqué par des opérations à l'extérieur des provinces du sud, et on observe une mutation dans les modes d'action de l'insurrection, avec non plus seulement des cibles gouvernementales, mais aussi des victimes civiles. On repère en outre une transformation de la nature des mouvements, les groupes hiérarchisés laissant place à des structures plus fluides et informelles, dénuées de buts politiques clairs et négociables<sup>36</sup>.

La multipolarité des mouvements violents et l'absence de revendications claires des attentats soulèvent des difficultés pour le gouvernement thaïlandais afin de mener une politique de lutte efficace contre le terrorisme. L'essentiel des groupes séparatistes se sont regroupés au début des années 1990 sous l'ombrelle de l'organisation Bersatu mais plusieurs groupes poursuivent des activités propres tout en mobilisant Bersatu pour coordonner des attaques de plus grande envergure. La principale organisation active aujourd'hui serait l'Organisation unie de libération du Patani (PULO), qui récuse toute affiliation avec le jihad international.

On retiendra que, pour l'instant, le fort sentiment identitaire des musulmans malais du sud thaïlandais semble prémunir contre la globalisation des conflits et que par ailleurs les visées insurrectionnelles sont moins populaires parmi la population que dans d'autres régions marquées par le séparatisme, comme le sud philippin présenté précédemment.

34 - Environ 800 mosquées dans le sud du pays et 127 groupes d'étude. Elle a participé à la création d'une soixantaine d'écoles pour environ 5 000 étudiants, (Joseph C. Liow, "Local Networks and Transnational Islam in Thailand", in Peter Mandaville *et al.*, *Transnational Islam in South and Southeast Asia*, Washington, NBR report, avril 2009 : 197.

35 - Joseph Chinyong Liow, "ISIS in the Pacific: Assessing terrorism in Southeast Asia and the threat to the homeland", *Brookings*, 27 avril 2016 : XII-XIII (cité par Frécon, 2017, *op. cit.* : 8).

36 - Frécon, 2017, *op. cit.* : 19.





## Conclusion

Dans le cadre de la globalisation, l'intensification de la circulation des personnes, des idées et des biens a conduit nombre de groupes islamistes radicaux violents à entreprendre des collaborations interrégionales. Ces passerelles sont particulièrement développées entre certaines régions d'Asie du Sud, comme au Bangladesh, et l'Asie du Sud-Est<sup>37</sup>. L'IPAC a par exemple étudié le cas de migrations de travail de Bangladais à Singapour et en Malaisie ainsi que de femmes indonésiennes à Hong Kong<sup>38</sup>, dans le cadre desquelles les travailleurs migrants acquièrent des savoir-faire, mobilisent leurs compatriotes émigrés et tissent des alliances internationales en vue d'actions violentes sur le territoire de leur nation d'origine.

Toute la difficulté est d'examiner dans chaque contexte la façon dont les personnes et groupes radicaux violents combinent les éléments locaux, régionaux et globaux au sein des référents, objectifs et modes opératoires qu'ils mobilisent et mettent en œuvre. Du point de vue de l'analyse des discours, ressortent des tendances oscillant entre l'ethno-nationalisme sans lien avec le jihad global (organisations sud-thaïlandaises, dirigeants du MILF philippin) et un référent religieux et transnational (Abu Sayyaf aux Philippines, Jemaah Islamiyah en Indonésie). Mais lorsque l'on observe les itinéraires des jihadistes et les alliances tissées en interne ainsi qu'entre les groupes, on relève des combinaisons très diverses entre ces deux tendances, parfois dans le cadre d'idéologies que l'on aurait tendance à considérer a priori comme exclusives les unes des autres.

Ainsi, les activités de propagation idéologique et les soutiens financiers en provenance du Golfe peuvent contribuer aux dynamiques locales d'un jihadisme historiquement régionaliste. Aux Philippines, ces influences impactent en partie le combat armé des Moro pour leur autonomie<sup>39</sup>. À l'inverse, il semble que les groupes rebelles du sud thaïlandais ne souhaitent pas être impliqués dans les projets transnationaux des groupes jihadistes globaux : il n'y a aucune preuve de leur infiltration par les groupes jihadistes internationaux et ils semblent clairement conscients que de telles relations nuiraient à la légitimité de leur lutte aux yeux de l'opinion publique locale et internationale<sup>40</sup>. La globalisation des références islamistes peut en outre renforcer par contrecoup l'affirmation des spécificités locales de l'islam militant, comme l'a repéré l'auteur de cette note dans le cas de Banten (Indonésie), avec des projets de califat régionaux impulsés localement<sup>41</sup>.

Il reste que la tendance à la globalisation des rhétoriques et des soutiens crée une interconnexion entre les groupes radicaux et confère aux militants la possibilité de louvoyer entre les groupes. Un autre point essentiel que l'on peut souligner est que les scissions au sein d'une structure ne manifestent pas nécessairement des conflits internes (en tous cas pas à tous les échelons) et qu'elles peuvent relever d'une stratégie de diversification des axes d'action, élaborée au niveau du commandement. Sur le terrain, j'ai observé de nombreux groupes islamistes « vigilantes » (exerçant une police des mœurs) dont les divisions internes relevaient d'une répartition des tâches, par exemple afin de combiner des opérations clandestines avec un travail de prédication, voire des activités politiques. Là encore, les discours produits par les groupes radicaux doivent être analysés avec beaucoup de recul, en les confrontant aux pratiques effectives des acteurs au sein des groupes.

## L'auteur

Gabriel Facal est chercheur associé au Centre Asie du Sud-Est à Paris (UMR 8170). Il a travaillé sur les « réseaux politiques parallèles » en Indonésie et plus récemment il s'est intéressé aux groupes islamistes radicaux à l'ouest de Java. Il est par ailleurs spécialiste des initiations martiales malaises, pratiquées dans l'archipel par les membres de groupes militants aussi bien régionalistes et nationalistes qu'islamistes

37 - IPAC, "How Southeast Asian and Bangladeshi Extremism Intersect", *IPAC Report n° 37*, Jakarta, 8 mai 2017.

38 - IPAC, "The radicalisation of Indonesian women workers in Hong Kong", 26 juillet 2017, *IPAC Report n° 39*.

39 - Banlaoi, 2009, *op. cit.* : 168.

40 - Liow, 2009, *op. cit.* : 205.

41 - Habaib Salim, « Localismes et connexions transnationales de l'organisation État Islamique à Banten (Indonésie) », *Les Champs de Mars*, Presses universitaires de Sciences Po, n° 30.